

La transformation des Champs-Élysées (enfin) lancée

Deux ans après le projet « Réenchanter les Champs-Élysées », proposé par l'architecte Philippe Chiambaretta pour le compte du Comité des Champs-Élysées, la

ville de Paris a donné le 11 mai le coup d'envoi de la remise au goût du jour de la célèbre avenue. L'opération se déroulera en deux temps : des travaux d'embellissement d'ici à 2024 et un réaménagement urbain plus global après les JOP.

Le Théâtre des Champs-Élysées était plein comme un œuf ce mercredi matin 11 mai à l'occasion de l'annonce tant attendue du lancement du réaménagement de la célèbre avenue parisienne. Elus locaux, membres du Comité des Champs-Élysées qui rassemble les entreprises du quartier et partenaires du projet étaient présents pour dévoiler les grandes orientations et le calendrier du projet face à une kyrielle de journalistes.

Sans surprise, l'opération a conservé le nom qui avait été proposé par Philippe Chiambaretta en 2020 lors du projet qu'il avait réalisé pour le Comité des Champs-Élysées, à savoir « Réenchanter les Champs-Élysées ». Un terme qui exprime à lui seul à la fois l'ambition et la modération des aménagements prévus. Car « tout est déjà là », a convenu le fondateur de l'agence PCA-Stream. « Nous ne pouvons pas seulement être promoteurs du passé, il faut également inventer l'avenir et penser la ville autrement en obligeant tout le monde à sortir de sa zone de confort », a renchéri Anne Hidalgo, qui se demande depuis longtemps pourquoi les Parisiens n'aiment-ils pas (ou plus) les Champs-Élysées. « En devenant maire de Paris, je voulais que les Parisiens se réapproprient cet espace, mais en prenant aussi en compte les enjeux climatiques », a-t-elle souligné.

« Mon sujet, c'est la réduction de la pollution de l'air »

C'est tout l'enjeu du projet porté par cette « alliance publique/privée, inédite », selon

Jean-Michel Jamet, attaché également à ce que « l'avenue la plus célèbre du monde ne rate pas son virage écologique, numérique, économique et culturel », a ajouté le président du Comité des Champs-Élysées. Les deux principaux leviers qui guideront l'action municipale seront de planter 400 arbres et de réduire le trafic automobile, « car mon sujet c'est la réduction de la pollution de l'air », a prévenu Anne Hidalgo. Une vision compatible, selon la maire de Paris, avec celle d'une ville dynamique.

L'opération se déroulera en deux phases, réparties avant et après les Jeux olympiques et paralympiques. La première étape d'embellissement qui sera réalisée entre le printemps 2022 et l'été 2024 et pour laquelle la Ville a prévu un investissement de 24 millions d'euros (complété par 6 millions de la Solideo), consistera à réparer les chaussées et les trottoirs, harmoniser le mobilier urbain, ainsi que les terrasses et le traitement aux pieds des arbres. Elle concernera aussi l'élargissement de l'anneau central de place de l'Etoile, ce qui se traduira par un rétrécissement de la place de la voiture au profit de la végétalisation et des circulations douces, de manière à faciliter l'accès à l'Arc de Triomphe.

Harmoniser les 23 terrasses sur les Champs-Elysées

Dès cette année, le designer Ramy Fischler planchera sur l'harmonisation esthétique des 23 terrasses de l'avenue des Champs-Elysées, « qui ont perdu cette harmonie et leur dimension iconique », a souligné le fondateur de RF Studio. « Ma mission, a-t-il détaillé, est de préserver l'identité des enseignes et de créer une signature qui identifie les Champs-Elysées ». Ce chantier sera mené en parallèle des aménagements de l'avenue. « Les terrasses devront contribuer à la création d'ilots de fraîcheur », a notamment indiqué le designer, qui doit également travailler sur la façon de chauffer ces espaces extérieurs tout en respectant une certaine sobriété énergétique.

Dans la partie basse de l'avenue, soit entre le rond-point des Champs-Elysées et la place de la Concorde, les jardins, « abimés par le temps », seront restaurés pour les rendre propices à la promenade. Des pelouses seront recrées, une centaine d'arbres plantés et les allées piétonnes rénovées. « Il s'agit aussi de redonner de la fraîcheur à la ville afin de l'adapter au changement climatique », a argué Anne Hidalgo.

Après 2024, un projet plus vaste, englobant les avenues Montaigne et de la Grande Armée, ainsi que les tunnels et sous-sols, est prévu. Son étude a été confiée par la Ville au Comité des Champs-Elysées qui la financera, tandis qu'elle sera coordonnée par l'agence de Philippe Chiambarretta. Cette « réflexion opérationnelle et technique » portera sur un périmètre allant de la place de la Concorde à la place de l'Etoile. Si rien n'est arrêté à ce stade,

Anne Hidalgo aimerait que le jardin des Tuileries soit prolongé jusqu'à l'Obélisque de manière à accéder plus facilement à ce dernier, puis rejoindre ensuite les jardins du bas de l'avenue des Champs-Elysées.

Un projet « collaboratif, démocratique, professionnel et transparent »

Il s'agit pour Philippe Chiambarretta de « faire sauter le verrou de la place de la Concorde », puis ensuite travailler sur les jardins et la mobilité, pacifier les avenues des Champs-Elysées et Winston Churchill, renforcer la piétonnisation des contre-allées, « avec une vision : les reconnecter à la Seine », a également indiqué l'architecte. Ce dernier souhaite redonner aux Parisiens et aux visiteurs « une raison d'aller dans les jardins », par une programmation culturelle vivante et permanente, des parcours sportifs, des kiosques de la gastronomie, des jeux d'enfants. Dans la partie haute de l'avenue, la circulation automobile sera également réduite pour étendre les espaces piétons et élargir les traversées à pied.

« Aujourd'hui, nous passons de la vision à l'implémentation, a prévenu Philippe Chiambarretta, l'étude urbaine devant permettre de déterminer la faisabilité de projet ». Des propositions doivent être soumises à la Ville d'ici à 2024. Jean-Michel Jamet a de son côté annoncé « le lever de rideau du projet et le lancement officiel de la transformation des Champs-Elysées ». Le président du Comité a insisté sur les quatre principes qui guident l'opération : « ce projet est collaboratif et partagé avec l'ensemble des parties prenantes. Il est aussi démocratique », rappelant que 100 000 personnes avaient été consultées en 2020, dont 20% n'habitent pas Paris. « Il doit également être professionnel, technique et, enfin, transparent ».

